Les droits des Palestiniens ne sont pas négociables

L’histoire de l’entité coloniale nommée Israël n’a été qu’une longue et sombre histoire de guerres, de massacres et de spoliation . Du 15 septembre au 18 septembre 1982, les habitants palestiniens et libanais des camps de réfugiés de **Sabra et Chatila** dans la partie occidentale de Beyrouth sont encerclés et méthodiquement massacrés par l’armée israélienne sous commandement d’Ariel Sharon et les milices chrétiennes libanaises. On parle alors de 3000 victimes mais les chiffres, faute d’enquête indépendante, apparaissent très en deçà de la réalité. Comme à leur habitude, les sionistes couvrent l’histoire de leur voile de mensonges. L’intervention dans les camps de Sabra et Chatila aurait eu pour objectif de démanteler les structures opérationnelles de L’OLP. Mais dès le 1er septembre 1982, les 11 000 combattants de l’OLP avaient quitté Beyrouth. L’objectif inavoué, avéré, du bain de sang prémédité et perpétré par les sionistes et les phalangistes est de terroriser les réfugiés palestiniens pour les éloigner davantage de la terre de Palestine, pour empêcher tout retour réel dans leur patrie et faire du droit au retour un droit totalement illusoire.

Sabra et Chatila n’est malheureusement qu’un épisode dans le plan sioniste d’annexion et de judaïsation de toute la Palestine. L’ère des massacres commence dès la création de l’Etat d’Israël . Pour ne citer que les plus importants, il y eut celui de Deir Yassine (1948), de Qibia (1954), de Jenine (2002) ou de Gaza (2009). L’Etat d’Israël a été édifié sur la Nakba ou « grande catastrophe » pour les Palestiniens : 500 villages furent rasés de la carte, les terres expropriées et 800000 Palestiniens forcés à l’exil. Le massacre de Deir

Yassine, au cours duquel périrent 254 personnes, s'inscrit ainsi dans la logique sioniste de purification ethnique : il a précipité le départ des populations palestiniennes vers l'exil. Aujourd'hui, les réfugiés palestiniens, au nombre de 6 millions, attendent toujours l'application de la résolution 194 de l'ONU sur le droit au retour voté en 1948 !

Mais au grand désespoir des dirigeants sionistes, la situation politique a radicalement changé et les coûts des massacres surpassent aujourd'hui les bénéfices politiques qu'ils peuvent en retirer. Parce que la résistance populaire est plus forte, l'exil massif des Palestiniens n'est plus une option envisageable pour les sionistes. Malgré le déluge de feu qui s'est abattu sur Gaza en décembre 2008 et janvier 2009 faisant plus de 1500 morts et 5000 blessés, Gaza n'est pas tombée, Gaza est restée libre. Malgré la tuerie, « Israël » a connu la défaite sur le plan militaire et sur le plan politique. Au niveau militaire, l'armée d'occupation n'a atteint aucun de ses objectifs stratégiques, en particulier le démantèlement du Hamas. Après la défaite au Liban en juillet 2006, c'est un nouveau coup très dur que vient d'encaisser cette armée « israélienne » qui, il n'y a pas si longtemps encore, se prétendait invincible. Au niveau politique, l'attaque de Gaza a été tout aussi contre-productive : elle renforcé la mobilisation pro-palestinienne à travers le monde et a remis fortement en question la légitimité de l'Etat sioniste à travers le monde.

L'année 2011 a été marquée par des changements politiques au Moyen-Orient, accentuant l'isolement et l'affaiblissement de l'entité sioniste…En Egypte, le mouvement populaire est clairement antisioniste et exige l'arrêt de toute collaboration avec « Israël ». De son côté, la Turquie semble remettre en question les relations anciennes avec cet Etat en annonçant l'arrêt de sa coopération économique et militaire. Le peuple jordanien appelle lui aussi à rompre tout lien avec l'entité sioniste.

Face à ces mouvements populaires arabes, qui contestent la domination impérialiste et sioniste, les puissances occidentales n'ont pas hésité à profiter de l'élan révolutionnaire dans le monde arabe pour fomenter un coup d'Etat en Libye : l'enjeu est de mettre en place un régime aux ordres et de faire main basse sur le pétrole. La Syrie subit aujourd'hui cet interventionnisme occidental, alors que l'Algérie et l'Iran ont été menacés de vivre le même sort…Le plan non avoué de l'Occident est de faire chuter les régimes contestant sa domination et de contrer les révolutions populaires dans le monde arabe et musulman. L'objectif primordial est de maintenir par tous les moyens la survie de l'entité sioniste et garantir ainsi ses intérêts économiques dans le monde arabe. Cette politique tous azimuts de l'occident est bien le signe de l'essoufflement de sa domination dans cette région du monde ; ce que semblent montrer les échecs en Palestine, au Liban, en Irak, en Afghanistan et bientôt en Libye.

En Palestine, ce nouveau contexte politique dans le monde arabe a poussé l' « Autorité palestinienne » à changer de tactique. Elle a d'abord fait croire à la mise en œuvre d'un processus de réconciliation avec le Hamas et les autres factions attachées à la résistance. Mais ce processus n'est pas allé plus loin que les beaux discours. La coopération sécuritaire avec l'armée occupante n'a jamais cessé. Les arrestations et les assassinats de responsables de la résistance sont toujours aussi nombreux. Gaza est toujours sous blocus contrairement aux annonces faites par les nouvelles autorités égyptiennes. La dernière trouvaille insensée de l'Autorité est de faire reconnaître par l'ONU un Etat palestinien sur les frontières de 67. Une telle reconnaissance signerait l'acte de capitulation du peuple palestinien. Ce dernier perdrait alors officiellement tous les droits pour lesquels il s'est battu jusqu'alors : autodétermination, retour des réfugiés dans leurs foyers. Dans ce contexte, la résistance sous toutes ces formes est toujours

active : opérations militaires, manifestations de masse en Palestine de 48 et aux frontières de l’entité occupante au moment de l’anniversaire de la Naqba et de la Naksa. Quelles que soient les menaces de l’occupant et les initiatives des dirigeants de l’Autorité, les Palestiniens n’abandonneront jamais leurs droits.

En Palestine occupée, le peuple Palestinien est toujours debout, uni et résistant depuis plus de soixante ans contre l’infernale machine de guerre coloniale israélienne. Il nous indique la voie à suivre. Nous, membres du CAP, nous sommes à ses côtés sur ce chemin pour réaffirmer que la Palestine est arabe, et soutenir sa lutte jusqu’à la victoire de la résistance et la satisfaction des revendications légitimes :

* La condamnation du sionisme comme mouvement politique colonialiste et raciste.

* Le soutien inconditionnel à la résistance du peuple palestinien et à son combat pour son autodétermination et son indépendance nationale.

* La reconnaissance du droit inaliénable au retour de tous les réfugiés chez eux.

* La libération de tous les résistants emprisonnés.

Comité Action Palestine